

Rapport trimestriel de la direction *

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Le présent rapport trimestriel de la direction contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons que la société a identifiées à la rubrique « Description narrative de l'activité – Facteurs de risques » de la notice annuelle 2014, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que les facteurs auxquels nous référons ci-haut ne comprennent pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport trimestriel de la direction, la société a fait un certain nombre d'hypothèses. La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport trimestriel de la direction, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Mesure de rendement non conforme aux normes internationales d'information financière (IFRS)

La société présente le résultat net ajusté, lequel reflète l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance organisationnelle et financière récurrente de la société. La direction est d'avis que cette mesure est utile dans l'analyse de la performance opérationnelle de la société et plus appropriée pour fournir de l'information additionnelle.

Le résultat net ajusté n'est pas une mesure du rendement conforme aux normes IFRS, n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes IFRS et, par conséquent, il est peu probable que l'on puisse comparer celui-ci avec des mesures du même type présentées par d'autres sociétés. Cette mesure de rendement ne doit pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les normes IFRS, mais plutôt comme renseignement complémentaire.

La société présente, à la rubrique « résultats » du présent rapport de gestion, un tableau faisant état du rapprochement du résultat net au résultat net ajusté.

La société présente également ces produits d'activités ordinaires comparables, soit ceux réalisées dans les magasins ouverts depuis plus de 12 mois. Cette mesure est utilisée par la direction et est courante dans notre industrie.

* L'information financière est en dollars canadiens et établie conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, le produit des activités ordinaires de la société a augmenté de 9 654 000 \$ passant à 337 653 000 \$, par rapport aux 327 999 000 \$ inscrits à la période correspondante de 2014, soit une hausse de 3%. Le produit des activités ordinaires comparables ont également augmenté de 1.5% pendant la même période. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, le résultat net de la société s'est chiffré à 12 255 000 \$ comparativement à 12 552 000 \$ pour la période correspondante de 2014. Le résultat net par action de base est passé de 0,28 \$ en 2014 à 0,27 \$ en 2015.

En 2015, la société a engagé des frais d'ouverture de nouveaux magasins au cours du deuxième trimestre. Au cours de l'exercice précédent, ces mêmes types de frais ont été imputés au premier trimestre de 2014.

La baisse du bénéfice net pour le premier semestre de 2015, provient de la diminution des revenus d'investissement.

La comptabilisation aux résultats du coût des options n'a pas eu effet significatif sur le résultat net par action de base pour les périodes de six mois terminées le 30 juin 2015 et 2014.

Le programme de rachat d'actions effectué durant la période de six mois terminée le 30 juin 2015 n'a eu aucun effet sur le résultat net par action de base.

Excluant l'effet non significatif de la comptabilisation aux résultats du coût des options, la variation du résultat net aurait été de (623 000) \$ ou de (0,01) \$ par action de base pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015.

La variation de (623 000)\$ du résultat net ainsi ajusté en 2015 s'explique comme suit :

	(en milliers de \$)	
	2015	2014
Résultat net	12 255	12 552
Variation du coût des options (net d'impôts)	(201)	125
Résultat net ajusté	12 054	12 677
Moins: Résultat net ajusté de la période 2014	12 677	
Variation	(623)	

Cette variation des résultats ajustés et net d'impôts se répartit comme suit à travers les 2 premiers trimestres :

	(en milliers de \$)		
	Augmentation (diminution) résultats commercial	Augmentation (diminution) revenu d'investissements	Augmentation (diminution) résultats opérationnels ajustés
1 ^e trimestre 2015	1 464	(214)	1 250
2 ^e trimestre 2015	(1 427)	(446)	(1 873)
Total	37	(660)	(623)

Informations financières annuelles

(en milliers de \$, sauf les données par action)

	2014	2013
	\$	\$
Produits des activités ordinaires	701 356	694 743
Résultat net	48 647	57 254
Actif total	362 350	306 296
Résultat net par action		
de base	1,08	1,24
Dilué	1,08	1,24
Dividendes par action	0,24	0,24

Situation financière et dividendes

L'encaisse et les placements ont augmenté de 20 161 000 \$ au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2015. Les investissements consistent principalement en des acceptations bancaires et des actions ordinaires qui, à la fin de la période, avaient une valeur au marché de 177 826 000 \$ (incluant l'encaisse).

Au 30 juin 2015, le fonds de roulement était de 105 614 000 \$ soit une augmentation de 88 641 000 \$ par rapport au 31 décembre 2014. L'avoir des actionnaires de la société en fin de période a augmenté passant de 255 426 000 \$ à 266 475 000 \$ au 30 juin 2015. Au 30 juin 2015, la valeur comptable d'une action atteignait quant à elle 5,94 \$, comparativement à 5,68 \$ au 31 décembre 2014.

Le nombre d'actions en circulation de la société a encore une fois fait l'objet de changements au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2015, en raison des programmes de rachats d'actions mis sur pied le 12 mars 2014 et renouvelé le 13 mars 2015 et en raison de la conversion d'actions catégorie B à droit de vote multiple. Conséquemment, 67 838 actions subalternes catégorie A ont été rachetées par la société et annulées. Suite à ce changement, la société comptait, au 10 mai 2015, 1 748 796 actions catégorie B à droit de vote multiple et 43 145 066 actions subalternes catégorie A en circulation.

Le 11 mai 2015 la société a annoncé la conclusion de la réorganisation visant à éliminer la structure de capital à deux catégories d'actions par voie de plan d'arrangement approuvé par le tribunal. La société a obtenu toutes les approbations requises pour compléter l'arrangement, incluant une ordonnance définitive de la Cour supérieure du Québec. En vertu de l'arrangement, toutes les actions catégorie B à droit de vote multiple de la Société ont été converties en actions subalternes catégorie A comportant droit de vote à raison d'une action pour une action et sans paiement d'une contrepartie monétaire. Les actions subalternes catégorie A comportant droit de vote ont également été renommées « actions ordinaires ». Au 30 juin 2015, la société comptait 44 893 862 actions ordinaires.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2015, aucune option n'a été levée. Au 30 juin 2015, des options visant 229 850 actions ordinaires sont en circulation, représentant 0,51 % des actions émises et en circulation de la société et 5 710 864 options, représentant 12,72 % des actions émises et en circulation de la société, peuvent encore être octroyées aux termes du Régime. Les options en circulation peuvent être levées à un prix de 17,85 \$ par action ordinaire.

Le 10 juillet 2015, la société a racheté pour annulation 6 980 012 actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action, pour une contrepartie totale de 108 190 186 \$, payée à même l'encaisse de la société. Ce prix représente un escompte de 5,5 % sur le cours de la dernière transaction indépendante à la Bourse de Toronto et d'un escompte de 1,2 % à la moyenne simple des cours de clôture des actions ordinaires de la société à la Bourse de Toronto pendant les 20 jours où des actions ordinaires de la société ont été négociées se terminant le 9 juillet 2015.

Une décision favorable a été obtenue auprès de l'Autorité des marchés financiers dans le but de dispenser la société des exigences d'offre publique de rachat applicables en vertu des lois sur les valeurs mobilières relativement à cette transaction. Après la transaction, il y a 37 913 850 actions ordinaires émises et en circulation (par rapport à 44 893 862 actions ordinaires avant la transaction), représentant une diminution approximative de 15,5% du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Ce rachat a eu pour effet de réduire la valeur comptable de 1,77 \$, tandis que l'effet relatif est de 0,05 \$ par action.

Dans le cadre du rachat d'actions, la société a modifié son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur jusqu'au 12 mars 2016 pour permettre spécifiquement les achats sans l'intermédiaire de la Bourse de Toronto en vertu de dispenses émises par les autorités de réglementation des valeurs mobilières. Le prix payé par la société pour les titres qu'elle acquiert sans l'intermédiaire de la Bourse de Toronto en vertu de dispenses émises par les autorités de réglementation des valeurs mobilières sera inférieur au cours des titres en conformité avec les exigences de ces dispenses. Conformément aux règles de la Bourse de Toronto, parce que le nombre d'actions ordinaires rachetées dépasse la limite annuelle totale d'actions ordinaires que la société peut racheter d'ici le 12 mars 2016 en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal actuel, la société ne peut plus racheter d'actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal actuelle.

Un dividende déterminé semestriel de 0,12 \$ par action, a été déclaré aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits au registre de la société à la fermeture des affaires le 17 août 2015, payable le 21 août 2015.

Régimes de retraite de la société

La charge de retraite pour l'ensemble des régimes pour la période de trois mois et six mois terminée le 30 juin 2015 s'est élevée à 1 615 000 \$ et 3 290 000 \$ (comparativement à 2 833 000 \$ et 5 655 000 \$ en 2014).

Les cotisations versées par la société pour l'ensemble des régimes pour la période de trois mois et six mois terminée le 30 juin 2015 se sont élevées à 1 444 000 \$ et 2 941 000 \$ (comparativement à 2 646 000 \$ et 5 281 000\$ en 2014).

Opérations entre apparentées

Au cours du deuxième trimestre de 2015, la société a encouru, dans le cours normal des affaires, des dépenses de loyers qui ont été comptabilisées à la valeur d'échange auprès de Gestion Maurice Tanguay, d'un montant totalisant 212 000 \$. La société Gestion Maurice Tanguay est contrôlée par certains dirigeants de la société. La société est liée par des baux échéant en décembre 2018 et décembre 2024 avec cette partie apparentée, ce qui représente des engagements totalisant 7 668 000 \$.

Engagements

Paiements dus par période (en \$)

	Total	0-1 an	1-3 ans	4-5 ans	après 5 ans
Baux d'opérations*	46 266	7 225	10 797	9 768	18 476

* La société est tenue par contrats de location à des loyers minimum annuels pour terrains et bâtisses.

Conventions comptables et estimations comptables

Les conventions comptables servant à la préparation des états financiers sont décrites à la note 3 des états financiers. Quant aux principales estimations comptables, elles portent sur les provisions d'inventaire et les rabais volumes à recevoir. Des réserves d'inventaire sont prises pour les produits désuets et ou endommagés ainsi que pour ceux dont la rotation est lente. Elles sont basées sur l'historique de plusieurs années. Quant aux rabais volumes, une estimation raisonnable des sommes à recevoir est établie sur la foi des ententes conclues avec les fournisseurs. Les rabais relatifs aux marchandises invendues sont déduits de la valeur des stocks de fin d'exercice.

Instruments financiers

La société est une entreprise œuvrant dans le commerce de détail dans ses 37 points de vente au Québec. Une partie importante de ses ventes se réalise en fournissant aux clients des solutions de financement offertes par des tiers fournisseurs de crédit. Le coût de financement de ces ventes est assumé par la société et inscrit dans ses dépenses au fur et à mesure où les ventes sont réalisées. La société n'assume aucun risque de crédit en marge de celles-ci. La société possède un fonds de roulement essentiellement composé de comptes à recevoir, de stocks et d'encaisse alors que son passif à court terme est envers les fournisseurs, les dépôts de clients et de la dette en vertu du régime d'options d'achat d'actions. L'état des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation montre annuellement les fluctuations de chaque élément constituant son fonds de roulement. La société possède des liquidités excédentaires qui sont investies sous forme de placements.

La société comptabilise ses placements à la juste valeur comme l'indiquent la note 3 et la note 7 aux états financiers intermédiaires du 30 juin 2015. La société n'a aucune couverture de change quant à ses placements américains et assume à 100 % toute fluctuation de la valeur du marché de tels placements. De plus, la société assume les risques de variation de taux d'intérêt sur ses placements à revenu fixe, de même que toute variation de la valeur du marché des actions détenues dans des sociétés ouvertes. Dans le passé et jusqu'à maintenant, cette politique lui a été globalement bénéfique.

La société est propriétaire de la presque totalité de ses magasins et entrepôts de telle sorte que ses engagements en vertu de contrats de location sont relativement peu significatifs eu égard à l'importance de ses activités comme le dénote la note 9 aux états financiers intermédiaires du 30 juin 2015. La société n'a recours à aucun contrat de change ou autres produits dérivés.

Résultats trimestriels (non vérifiés)

(en milliers de \$, sauf les données par action)

	31 mars		30 juin		30 septembre		31 décembre	
	2015	2014	2015	2014	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	149 280	145 118	188 373	182 881	190 207	187 315	183 150	174 168
Résultat net	59	(1 468)	12 196	14 020	18 271	15 840	17 824	26 625
Résultat net par action								
de base	0,00	(0,03)	0,27	0,31	0,40	0,34	0,40	0,58
Dilué	0,00	(0,03)	0,27	0,31	0,40	0,34	0,40	0,58

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, le produit des activités ordinaires de la société a augmenté de 5 492 000 \$ passant à 188 373 000 \$, par rapport aux 182 881 000 \$ inscrits à la période correspondante de 2014. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, le résultat net s'est chiffré à 12 196 000 \$ comparativement à 14 020 000 \$ pour la période correspondante de 2014. Le

résultat net par action de base s'est chiffré à 0,27 \$ pour la période de trois mois terminé le 30 juin 2015 comparativement à 0,31 \$ pour la période correspondante de 2014.

La comptabilisation aux résultats du coût des options n'a eu aucun effet significatif sur le résultat net par action de base pour les périodes de trois mois terminées le 30 juin 2015 et 2014.

Le programme de rachat d'actions effectué durant la période n'a eu aucun effet sur le résultat net par action de base.

Excluant l'effet non significatif de la comptabilisation aux résultats du coût des options, la variation du résultat net aurait été de (1 873 000) \$ ou de (0,04) \$ par action de base pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015.

La variation de (1 873 000) \$ du résultat net ainsi ajusté en 2015 s'explique comme suit :

	(en milliers de \$)	
	2015	2014
Résultat net	12 196	14 020
Variation du coût des options (net d'impôts)	(71)	(22)
Résultat net ajusté	12 125	13 998
Moins: Résultat net ajusté de la période 2014	13 998	
Variation	(1 873)	

Exploitation

Groupe BMTC Inc.

Le 10 juillet 2015, la société a procédé à une fusion simplifiée verticale avec sa filiale Groupe ATBM Inc. (division Brault & Martineau et EconoMax).

La société a commencé le processus de refonte complète de ses sites web et la première phase de l'implantation d'une plateforme de commerce électronique distincte pour la bannière Brault & Martineau sera complétée et opérationnelle au cours du dernier trimestre de 2015. Les processus d'implantation se poursuivront au cours de 2016 pour la deuxième phase ainsi que pour chacune des autres bannières de la société. De plus, la société a passé en revue tous ses systèmes informatiques afin de les rendre plus performants face au virage du commerce électronique ainsi que de standardiser ses systèmes pour toutes ses bannières. Suite à cette évaluation, la société a décidé d'investir dans un nouveau système informatique, son intégration et son implantation a débuté au cours du troisième trimestre 2014 et se poursuivra sur une période de 18 mois. Les frais relatifs à ces modifications d'environ 10 600 000 \$ seront imputés au cours de l'exercice de 2015 et 2016.

Division Brault & Martineau

La société est à évaluer présentement le réaménagement de ses départements de meubles et d'électroniques, et ce dans tous ses magasins. L'objectif de cette amélioration est d'offrir à ses clients une expérience unique en magasin et qui permettra de se différencier du commerce électronique. Les frais relatifs à ses travaux pour les prochains deux ans, soit pour les exercices 2016 et 2017 sont estimés à 15 000 000 \$.

Division EconoMax

En avril 2015, la société a procédé à l'ouverture d'un nouveau magasin à Granby, les frais d'ouverture ont été chargés à la période terminée le 30 juin 2015. Finalement, la Société a fait l'acquisition d'un terrain à Drummondville et la construction du magasin a débuté au cours du deuxième trimestre 2015 pour une ouverture éventuelle en 2015. Suite à l'ouverture du magasin de Drummondville, la bannière EconoMax comptera 11 magasins au Québec.

Risques et tendances

La société est une entreprise œuvrant dans le commerce de détail. Elle est de ce fait tributaire de plusieurs facteurs de risque tel que :

- Vulnérabilité à la conjoncture économique
- Dépendance vis-à-vis du personnel clé
- Risques liés au portefeuille de placements
- Fournisseurs de crédit pour le financement des ventes aux clients
- Relations de travail avec les employés dont certains sont syndiqués
- Soutien de la rentabilité et de la gestion de la croissance :
 - Vive concurrence dans le secteur du commerce de détail
 - Efficacité des programmes de commercialisation
 - Capacité d'adaptation aux nouvelles tendances des consommateurs
 - Force de rétention d'un personnel qualifié

Elle est de plus dépendante de ses systèmes d'information, de ses activités de distribution et de ses fournisseurs.

Depuis un certain nombre d'années, on assiste à une présence accrue de concurrents importants opérant à l'échelle nationale et internationale. De même, on constate que le coût moyen unitaire des articles vendus, diminue, forçant la société à innover par la vente de produits nouveaux.

La majorité des ventes est réalisée en utilisant le financement offert par les fournisseurs de crédit. Une hausse marquée des taux d'intérêt ou un resserrement des conditions accordées pourraient avoir un impact important sur les ventes de l'entreprise et les charges d'intérêt en découlant. Rien ne garantit que la société puisse continuer de procurer des solutions de financement aussi avantageuses à ses clients qui nous permettraient de maintenir les taux de rendement actuels.

Il est impossible d'isoler et de mesurer l'importance de chacun des risques auxquels la société est exposée. Elle a toujours su s'adapter à pareils changements dans le passé et maintenir et accroître sa part du marché notamment par des campagnes de publicité agressives.

Au 30 juin 2015, des options visant 229 950 actions ordinaires sont en circulation pour une dette totale de 450 702 \$. Évidemment, comme la valeur d'évaluation Black-Scholes varie, il est impossible de prédire le montant futur de cette dette. Quant à son remboursement, il repose sur la volonté des détenteurs d'exercer leurs options. Le nombre de mois restant pour l'exercice des options est de 59 mois.

Analyse de la direction et perspectives d'avenir de la société

Malgré un contexte économique difficile à plusieurs points de vue, l'économie québécoise a connu une légère croissance en 2014. La perte de plus de 100 000 emplois au Québec combinés aux mesures d'austérité gouvernementale ont provoqué un frein important à la consommation. Selon le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), l'économie québécoise n'a progressé que de 3,5 % en 2014 et les prévisions pour 2015 ne sont pas optimistes. Il est attendu que 2015 sera la pire année depuis 2010 au chapitre des faillites dans le commerce de détail. Cette baisse du pouvoir d'achat des consommateurs québécois fait en sorte que les Québécois consomment moins, et lorsqu'ils doivent

consommer ils sont à la recherche d'aubaines et ont tendance à acheter des produits moins dispendieux. Cela exerce une pression à la baisse sur nos ventes et sur la facture moyenne du consommateur.

Au cours de l'année 2015, la société entend continuer son expansion de la bannière EconoMax. Suite à l'ouverture du magasin de Granby, en avril 2015, et d'une nouvelle succursale à Drummondville, la Société comptera onze magasins EconoMax dans la région métropolitaine de Montréal, donnant ainsi la visibilité requise au bon développement de cette bannière. De plus, de nouveaux emplacements sont présentement à l'étude et pourraient voir le jour au cours de 2016.

La direction demeure confiante que, grâce à sa gestion efficace, au leadership qu'elle exerce sur le marché et à la solidité de sa structure financière, la société pourra continuer ses campagnes publicitaires agressives même dans un marché plus difficile.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport annuel 2014, la direction de Groupe BMTC inc. a évalué, au 31 décembre 2014, l'efficacité de la conception et du fonctionnement de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière comme ils sont définis dans le *Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'Information Présentée dans les Documents Annuels et Intermédiaires des Émetteurs*. L'évaluation a été effectuée sous la supervision du président du conseil d'administration, président et chef de la direction, lequel exerce également des fonctions analogues à celles d'un chef des finances. Selon cette évaluation, le président du conseil d'administration, président et chef de la direction a conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe BMTC inc. étaient efficaces en date du 31 décembre 2014.

Au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2015 et se terminant le 30 juin 2015, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe BMTC inc. qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe BMTC inc.

Information additionnelle

Ce rapport trimestriel de la direction présente une analyse des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de Groupe BMTC inc. et de ses filiales pour le trimestre terminé le 30 juin 2015. Cette analyse devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Des renseignements additionnels au sujet de la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Ce rapport trimestriel de la direction vise à faciliter la compréhension et l'évaluation des tendances et des changements importants, ainsi que des risques et des incertitudes associés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la société.

(s) Yves Des Groseillers

Yves Des Groseillers

Président du conseil d'administration

Président et chef de la direction

Le 6 août 2015